

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 09/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDIB

2 rue Joseph Cugnot
zone industrielle du moulin de l'écaille
51430 TINQUEUX

Code AIOT : 0006700833

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement EDIB implanté ZA LES ACACIAS - 67870 BISCHOFFSHEIM. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale 2022 des centres de tri, transit et regroupement des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- ZA LES ACACIAS - 67870 BISCHOFFSHEIM
- Code AIOT : 0006700833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite une plateforme de tri, transit et de regroupement de déchets non dangereux et une déchetterie de déchets dangereux et non dangereux, des installations de broyage occasionnelles de bois et déchets végétaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion des déchets
- la prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 1er	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 09/12/2022, article R.181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
9	Zone de chalandise	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 1-b	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 20.2	/	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 19.3	/	Sans objet
5	Vanne de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 10.3-d	/	Sans objet
6	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
10	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b	/	Sans objet
11	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence trois non-conformités :

- un dépassement du seuil de l'enregistrement pour les déchets entreposés au titre de la rubrique 2714, qui modifie la situation administrative du site ;
- les modifications des conditions d'exploitation notables n'ont pas été portées à la connaissance de la préfète. Ces modifications impactent les risques et phénomènes dangereux du site ;

- le non-respect de la zone de chalandise des déchets.

Observations :

Il convient que l'exploitant :

- s'assure du bon état de la vanne de confinement ;
- signale le sens de rotation de la vanne ;
- mette en place un suivi de l'entretien et des tests de la vanne ;
- indique sur le registre des déchets entrants, le code de traitement réellement opéré sur le site ;
- attache une attention particulière à l'entretien des avaloirs lors des campagnes de broyage de bois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La situation administrative connue des installations est la suivante : <ul style="list-style-type: none"> • 2710-1-b : DC, 6t déchetterie déchets dangereux, • 2710-2-b : DC, 200 m³ déchetterie déchets non dangereux, • 2714-2 : D, 900 m³ TTR déchets non dangereux bois, papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, • 2716-2 : D, 900 m³ TTR déchets non dangereux, • 2791-1 : A, 150 t/j broyage de bois par campagne de 20 jours /an max, • 2794-1 : E, 200 t/j broyage de déchets végétaux par campagne de 15 jours /an max.
Constats : Le jour de la visite, il a été constaté la présence d'un volume important de déchets de bois relevant de la rubrique 2714. Le volume de déchets (bois, cartons...) a été évalué par l'exploitant à 1780 m ³ , le 10 octobre 2022 et est réparti de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> • 1600 m³ de bois de classe A, • 90 m³ de bois de classe B, • 90 m³ de cartons. <p>L'exploitant a exposé que ce volume est exceptionnel. Il est dû à un problème de disponibilité du broyeur pour le bois.</p> <p>Le seuil du régime de l'enregistrement de la rubrique 2714 est de 1000 m³. Le volume des déchets au titre de la rubrique 2714 relève donc du régime de l'enregistrement.</p> <p>La situation administrative de cette rubrique a été modifiée par l'exploitant sans l'avoir notifié à la préfète.</p>
Observations : La modification du régime de la rubrique 2714 modifie le champ de l'autorisation environnementale accordée par l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1997. Cette modification doit être notifiée suivant les dispositions prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2022, article R.181-46
Thème(s) : Autre, modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...].
Constats : L'exploitant a modifié les conditions d'exploitation de son site sans les avoir portées à la connaissance de la préfète. Les conditions d'exploitation décrites dans le dossier de demande d'autorisation déposé en 1996 ne sont actuellement plus appliquées sur le site. A ce jour, les risques et phénomènes dangereux identifiés dans le dossier de demande d'autorisation de 1996 ne correspondent plus aux conditions actuelles d'exploitation. Suite à l'incendie survenu sur le site en 2012, le hall de tri et de stockage a été rasé et n'a pas été reconstruit. Dans le dossier de demande d'autorisation de 1996, il est précisé que seul les bennes vides sont stockées en extérieur. Les activités de tri et de stockage sont prévues uniquement dans le hall de tri qui tient lieu aussi de confinement des eaux d'extinction d'une capacité de 100 m ³ . Une partie des stockages des déchets est actuellement réalisée en limite de propriété. Le jour de la visite, un stock de déchet de bois est stocké en limite de propriété et prend même appui sur le grillage. Aucune distance d'éloignement n'est constaté entre le stock de bois et la zone boisée située de l'autre côté du grillage.
Observations : Il est attendu que l'exploitant notifie à la préfète, les modifications des conditions d'exploitation dans les délais impartis. En l'absence de cette notification, une suspension de fonctionnement limitant l'exercice des activités sera proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 20.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;• d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;

- d'une réserve de sable et/ou d'absorbant et de pelles [...].

Constats :

Les moyens incendie présents sur le site sont des extincteurs 50kg et un poteau incendie situé sur la voie publique. L'exploitant dispose d'un accès au poteau incendie et des tuyaux pour se raccorder. Le débit du poteau incendie connu de l'exploitant en 2018, est de 62 m³/h.

Le dernier rapport de vérification des extincteurs date du 19 septembre 2022 et n'appelle pas d'observation.

L'exploitant dispose d'un kit d'absorbant et de pelles en cas de pollution.

Le site est équipé d'une caméra thermique et d'une procédure pour vérifier régulièrement la température des stocks. La fiche du relevé des températures du 7 octobre 2022 a été présentée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 19.3

Thème(s) : Risques accidentels, consignes

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...] l'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine [...].

Constats :

L'exploitant dispose de consignes. Par sondage, la fiche «déversement, pollution d'huile, de fioul, de produits chimiques» a été consultée par sondage et n'appelle pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vanne de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 10.3-d

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets seront conçus de manière à récupérer les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

Constats :

Le site est équipé d'un réseau de collecte et d'une vanne de confinement. L'absence de capacité de confinement des eaux d'extinction a été abordée au constat n° 2 et n'est pas reprise ici.

Le réseau de collecte récupérerait une partie des eaux d'extinction mais pas leur totalité. La collecte des eaux n'a pas été revue depuis que le hall de tri a été rasé. La capacité du réseau de collecte n'est pas connue de l'exploitant. Ces points devront être pris en compte dans le dossier de modifications qui sera déposé.

Les consignes de modalités de mise en œuvre de la vanne de confinement ont été présentées. L'exploitant précise que la vanne est régulièrement testée. Ces essais ne sont pas tracés.

Le jour de la visite, la vanne a été testée. Le sens de rotation pour la fermeture de la vanne n'est pas indiqué. L'opérateur n'a pas de visuel sur la position de la vanne. L'état de la vanne n'est pas vérifié par l'exploitant.

Observations :

Il convient que l'exploitant :

- s'assure du bon état de la vanne de confinement ;
- signale le sens de rotation de la vanne ;
- mette en place un suivi de l'entretien et des tests de la vanne.

Les éléments justifiant la mise en oeuvre de ces actions seront transmis à l'Inspection dans un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...] Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution [...].

Constats :

L'avaloir situé à proximité du stock de bois de classe A est obstrué par des résidus issus de la campagne de broyage.

Les eaux de ruissellement des zones de stockages et des voiries situées à proximité ne sont pas correctement collectées et traitées.

Observations :

Il est attendu que l'entretien des avaloirs et du réseau de collecte soit adapté à l'activité du site et si besoin augmenté lors des campagnes de broyage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Constats :

Le registre des déchets entrants a été présenté en version informatique. Il comporte les champs à

l'article cité en référence.

L'inspection a consulté par sondage plusieurs lignes du registre qui appellent l'observation suivante : le code de traitement indiqué dans le registre ne correspond pas au traitement réellement opéré sur le site.

Le registre des déchets entrants doit comporter le code de traitement qui va être opéré sur les déchets entrants sur le site. Il a été constaté que certaines lignes du registre comportent le code de traitement D 13.

Les codes commençant par « D » correspondent à des opérations d'élimination, exemple D 13 : regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12.

Les activités de traitement exercées sur le site ne correspondent pas à des opérations d'élimination des déchets, donc le code de traitement opéré sur le site ne peut commencer par « D ».

Observations :

Il convient que dans le registre des déchets entrants soit indiqué le code de traitement réellement opéré sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes.

Constats :

Le registre des déchets sortants a été présenté en version informatique. L'inspection a consulté par sondage plusieurs lignes du registre qui n'appellent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Zone de chalandise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 1-b

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La collecte des déchets banals des entreprises sera organisée dans un rayon de l'ordre de 30 km autour du site.

Constats :

Dans le registre des déchets entrants, il a été constaté que certaines origines des déchets provenaient d'une distance supérieure à 30 km, par exemple :

- Colmar (45km) : matières plastiques issues d'un traitement ; - Guémar (33 km) : papier, carton - Marckolsheim (37 km) : déchets de construction, emballage plastique, déchets électroniques.
Les distances ont été définies à partir d'outils géographique, les plus directes possibles. Ces villes sont en dehors de la zone de chalandise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; • réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; • recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29/02/2012 susvisé ; • réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; • délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site [...].
Constats : Le site dispose d'une aire d'attente en amont du pont bascule. L'exploitant précise qu'un contrôle visuel des déchets est effectué au déchargement par l'opérateur du site. Un contrôle de radioactivité est réalisé sur les déchets métaux à l'aide d'un appareil portatif. La fiche des mesures radioactivité a été présentée. Ce point n'appelle pas d'observation. Un ticket de pesée est délivré à chaque livraison et sert d'accusé réception. Deux fiches d'information préalable ont été consultées par sondage et n'appellent pas d'observation. Elles comportent les champs fixés au 3.3 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d
Thème(s) : Autre, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité ;
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet [...].

Constats :

L'exploitant précise qu'aucun chargement n'est refusé. En cas d'anomalie, les déchets non-conformes sont mis de côté et évacués vers les filières appropriées.

D'après les propos de l'exploitant : lors du contrôle au déchargement des déchets, l'opérateur dispose d'une application pour vérifier la conformité des déchets. En cas de non-conformité, l'anomalie remonte immédiatement au service commercial qui informera le producteur du déchet et rectifiera la facture en conséquence.

Le jour de la visite l'exploitant ne disposait pas d'exemple de réception de déchets non-conforme. Ce point n'a pas pu être vérifié.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet